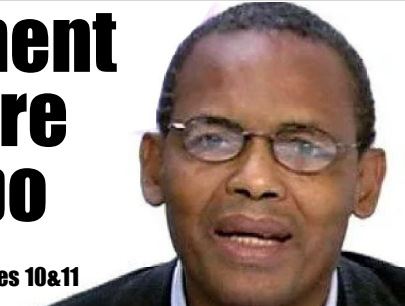


Justice sociale
Il obtient gain de cause après 16 ans de service Page 12



L'affrontement d'idées entre Monénembo et Gaoual Pages 10&11



le populaire

Édition internationale

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°972 • LUNDI 24 MARS 2025 • 3000 FG • www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

Vite dit ...
Sous le soleil du Président bâtisseur

Page 4



Opposition et appels à la révolte
Le gouvernement entre tolérance et mise en garde

Page 12

justice

Affaire Air Guinée

Vers un mandat d'arrêt contre Dalein Diallo ?



Dans un climat politique déjà tendu, le dossier Air Guinée resurgit avec fracas, menaçant d'enfoncer davantage l'opposant Cellou Dalein Diallo dans des ennuis judiciaires. Les nouvelles perspectives d'un mandat d'arrêt à son encontre, révélées lors d'une conférence de presse par le parquet de la CRIEF (Cour de répression des infractions économiques et financières), soulignent non seulement les enjeux personnels pour l'ancien ministre, mais aussi les tensions croissantes au sein du paysage politique actuel. Alors que le CRIEF met en lumière les obstacles entravant l'avancement de cette affaire, la question de la justice et de la transparence se pose avec acuité dans un pays en quête de stabilité. Particulièrement à l'approche des élections présidentielles. **Page 6**

Crime économique
Dr Pèthè Diallo au cœur d'un scandale

Page 5



Tribune Clash
Trump-Zelensky : la suspension de l'aide militaire pour l'Ukraine Pages 10,11&12



Confidences PUBLIQUES

Évolution dans l'affaire de 700 milliards FG aux Douanes

Le parquet de la CRIEF (Cour de répression des infractions économiques et financières) a fait le point, ce vendredi 21 mars 2025, sur l'affaire impliquant l'ancien Directeur général des douanes, le général Moussa Camara, son adjoint, le colonel Macky A. Diallo, et dix autres douaniers. Ils sont poursuivis pour un détournement présumé de 700 milliards de francs guinéens. Selon le substitut du procureur, Ousmane Sanoh, tous les accusés ont été entendus et placés sous mandat de dépôt, à l'exception de leur informaticien, actuellement en fuite. Un mandat d'arrêt international est en préparation pour le retrouver.

Deux autres sociétés de transit inculpées dans l'affaire 700 milliards FG aux Douanes

L'affaire concerne aussi 14 sociétés de transit, dont deux supplémentaires viennent d'être inculpées. La chambre de l'instruction générale d'État (IGE) la poursuite des enquêtes, avec un rapport attendu prochainement. Des inculpations supplémentaires ne sont pas exclues dans les jours à venir. Cette affaire, qui met en lumière des soupçons de corruption à grande échelle, est suivie de près par l'opinion publique guinéenne. Les autorités judiciaires semblent déterminées à faire toute la lumière sur ce scandale financier sans précédent dans l'histoire des Douanes en Guinée.

Libre Tribune / Faire taire la Voix de l'Amérique est... un affront à la Constitution et à la démocratie mondiale

Comme nombre d'entre vous, j'ai été profondément surpris d'apprendre, ce samedi 15 mars 2025, que le président républicain Donald Trump, dans une dérive autoritaire préoccupante, a suspendu le financement de la Voix de l'Amérique (VOA) ainsi que d'autres médias relevant de l'Agence américaine des médias globaux (U.S. Agency for Global Media, USAGM). Ces institutions œuvrent à la promotion des principes de démocratie et de liberté à l'échelle mondiale.

Incroyable, mais vrai ! Depuis plus de 80 ans (la VOA a été lancée le 24 février 1942), cette institution médiatique incarne la liberté d'expression et constitue un rempart contre l'autocratie et l'oppression des droits humains.

Sa mise sous tutelle politique représente un tournant dangereux pour la démocratie, non seulement aux États-Unis, mais également partout où la presse libre joue un rôle de bouclier face aux régimes despotiques et à la violation des droits de l'homme.

En un mot comme en mille, la décision du Président Trump constitue une violation manifeste du « Premier Amendement » qui interdit au Congrès des États-Unis d'adopter des lois limitant la liberté de religion et d'expression, la liberté de la presse ou le droit à « s'assembler pacifiquement ».

Son initiative de son administration visant à suspendre les financements et à museler la



Le Président Trump crée ainsi un précédent dangereux pour la liberté d'expression et la démocratie mondiale. (© Le Populaire)

Voix de l'Amérique, ainsi que d'autres médias publics largement écoutés et suivis à l'étranger, s'apparente à une transgression des principes fondamentaux énoncés dans la Constitution américaine.

En cherchant à museler une institution dont la mission est d'informer de manière impartiale le monde entier, le gouvernement foule aux pieds le Premier Amendement, qui stipule : « Le Congrès ne fera aucune loi restreignant la liberté de la parole ou de la presse. » L'acte du président Trump porte atteinte au principe de séparation des pouvoirs.

Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, nous assistons à une violation manifeste de ce principe essentiel. En tentant de réduire la VOA au silence, tout comme il a mis fin à l'USAID, l'Administration Trump outrepassa son rôle et fragilise l'équilibre institutionnel établi par les Pères fondateurs des États-Unis. Une telle pratique, digne des régimes autoritaires, remet en question

la démocratie américaine elle-même.

Le « Quatrième Amendement », qui protège les citoyens contre les abus de pouvoir de l'État, garantit une presse libre, laquelle constitue un contre-pouvoir essentiel à la protection des libertés individuelles.

Le Président Trump crée ainsi un précédent dangereux pour la liberté d'expression et la démocratie mondiale.

Ce coup de force n'est pas un cas isolé, mais s'inscrit dans une tendance plus large de remise en cause des institutions démocratiques et des contre-pouvoirs. Or, une démocratie où la presse est muselée devient une démocratie en péril. En tant que journaliste francophone, membre de la presse africaine de qualité, éditeur et consultant en liberté de la presse et démocratie, ainsi qu'Alumni du Département d'État américain, je mesure l'impact de cet acte sur l'avenir de la démocratie et de la liberté d'expression. Le silence imposé à la VOA sous l'administration Trump

constitue une atteinte directe aux principes fondateurs des États-Unis, qui, je le rappelle, font de la défense de la liberté de la presse l'essence même de la démocratie américaine et, disons-le, du monde civilisé dans lequel nous vivons tous. Le président Donald Trump se révèle ici comme une déception pour la famille républicaine des États-Unis et celle du monde entier. Mais, certainement, très certainement, les prochaines élections sanctionneront cet affront au « Quatrième Amendement ».

Pour ses adversaires, cette manœuvre présidentielle ne trompe plus personne ; elle révèle, au contraire, une tentative désespérée de modeler l'information à des fins politiques.

On pourrait rétorquer que cette mesure ne concerne que les médias écoutés et suivis à l'étranger, visant à promouvoir le modèle américain à travers le monde.

À cela, je répondrai que si les prédécesseurs de Trump n'ont pas jugé nécessaire de supprimer le financement de ces médias, c'est qu'ils croyaient en leur contribution au rayonnement des États-Unis à l'échelle mondiale. De la même manière que le font les Canadiens, les Français, les Chinois, les Russes, les Allemands et les Anglais. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo,
journaliste et
éditeur de presse

le populaire Magazine

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION

Edition & administration 5 avenue Manquepas, 2e niveau, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02 Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com
Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry
www.lepopulaireguinee.com
Compte Ecobank n°0010224601987501
Code Swift ECOGNCN ENTREPRISE LE POPULAIRE
Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

ASSISTANTE: Sandrine Bah

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo: tidiani83@gmail.com

ABONNEMENT

https://www.youscribe.com › lepopulaireconakry

IMPRESSION Imprimerie du Centre +224 625 73 93 96
TIRAGE 1 500 exemplaires

VG
VISION GUINÉE

www.visionguinee.info
Tél.: 00224 664 93 14 04
00224 628 32 85 65
00224 656 27 36 91
contact@visionguinee.info

Siège social: 2e niveau
immeuble radio Tamata
Fm, Koloma Marché,
Ratoma Conakry - Guinée

GUINEESIGNAL
L'information Libre et indépendante
www.guineesignal.com

www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com
+224 625 130 505
+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*
Notre ligne de conduite: *L'éthique et la déontologie.*

CONAKRY LIVE
www.conakrylive.info

Site d'informations, d'investigations
et de promotion de la Guinée

www.conakrylive.info

GuineaNews

www.guinafnews.org

Site d'informations générales et d'analyses de l'actualité sociopolitique. Basé à Montréal (Québec) Canada, le site a été fondé le 2 février 2020 à Conakry par Ibrahima Sory Baldé, ancien du CESTI de l'UCAD.

VERITE224
Toutes les infos en direct sur la Guinée

www.verite224.com

Toutes les infos
en direct
sur la Guinée

Réhabilitation de la route nationale 5 : Un souffle nouveau pour le Fouta



Les travaux incluent le renforcement de la chaussée, la construction de ponts et l'installation de nouveaux dispositifs de drainage pour limiter l'érosion due aux pluies abondantes du Fouta. (© Le Populaire)

La route nationale 5 (RN5), reliant Mamou à Labé en passant par Dalaba et Pita, est une infrastructure cruciale pour la Guinée. Longtemps dégradée, cette route constitue un axe stratégique pour les échanges commerciaux, l'agriculture et le tourisme dans la région du Fouta-Djalon. Les travaux de réhabilitation,

attendus depuis plusieurs décennies, ont enfin été lancés grâce à un financement conjoint du gouvernement guinéen et de partenaires internationaux. L'objectif est de moderniser ce tronçon vital afin de désenclaver la région et d'améliorer la sécurité routière.

Les populations locales, qui subissent depuis des années les affres des routes en mau-

vais état – allongement du temps de trajet, augmentation des coûts de transport et accidents fréquents –, saluent cette initiative. Les travaux incluent le renforcement de la chaussée, la construction de ponts et l'installation de nouveaux dispositifs de drainage pour limiter l'érosion due aux pluies abondantes du Fouta. Une fois achevée, la RN5 favori-

sera la croissance économique et facilitera l'accès aux services essentiels, notamment la santé et l'éducation.

Reste à espérer que l'entretien de cette route soit assuré afin d'éviter une nouvelle dégradation rapide, comme ce fut le cas par le passé. ■

Par Tidiane Diallo

Pr Lamarana-Petty Diallo :

« La dissolution de l'UFDG est évitable si ... »

Le Professeur Lamarana-Petty Diallo, Président du CERAG-UFDG (sur notre photo), offre une analyse éclairante sur les récents résultats de l'évaluation des partis politiques par le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. Au cœur des débats, la mise sous réserve de l'UFDG suscite des interrogations quant à l'avenir du parti et aux défis de son organisation interne.

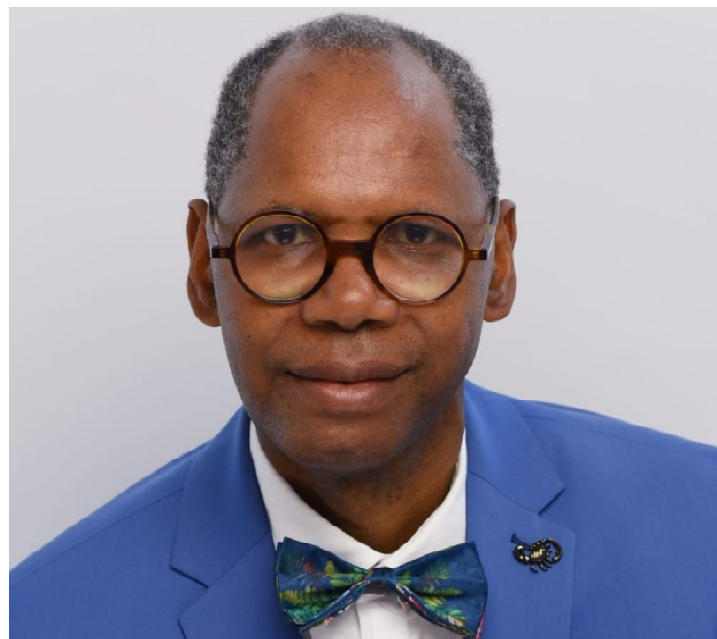
Dans cette interview, le Professeur Diallo évoque les enjeux liés à la tenue d'un congrès, la nécessité d'une réconciliation interne et les perspectives de dialogue pour l'unité au sein de son parti. Bonne lecture !

Bonjour, Professeur. Les résultats de l'évaluation des partis politiques par le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation révèlent que l'UFDG (Union des Forces Démocratiques de Guinée) figure parmi les 24 partis

mis sous réserve. Quelle est votre réaction ?

Professeur Lamarana-Petty Diallo : Nous nous réjouissons des résultats du MATD. Pour nous, la décision de mise sous réserve, malgré les critiques de certains, est salutaire. Elle évite la suspension du parti. J'y perçois personnellement une forme d'indulgence de la part du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. C'est l'une des opportunités qui nous soient offertes.

Votre parti est autorisé à pour-



suivre ses activités politiques, sous réserve de tenir son congrès dans 45 jours. Que comptez-vous faire ?

En complément de ce que je viens de mentionner, je perçois la décision du MATD sous divers aspects dont je tire trois leçons. Primo, cette décision est davantage une opportunité

offerte au parti pour qu'il se ressaisisse qu'une sanction visant à le suspendre ou à le dissoudre. Secundo, elle résulte d'un travail administratif rigoureux et non d'une décision politique, comme certains le prétendent.

Suite à la page 4

Ils ont dit

Ousmane Gaoual Diallo, Ministre porte-parole du gouvernement, en conférence de presse le vendredi 21 mars 2025, sur le rapport d'évaluation des partis politiques: «Ce n'est pas le gouvernement qui a inscrit dans leurs statuts qu'ils doivent faire des congrès à une période. Certains de cinq ans, certains de sept ans, certains de deux ans. Ce n'est pas l'État qui a inscrit ça là-bas. Ils avaient déjà eu 90 autres jours qui avaient été octroyés. Ils n'ont rien fait, mais à l'issue de ces 90 jours, ils subiront les rigueurs de la loi. (...) Nous misons sur la pédagogie et le dialogue. Mais si les règles ne sont pas respectées, l'État assumera ses responsabilités. L'objectif n'est pas d'exclure, mais d'instaurer un cadre politique sain et équitable pour tous. C'est ainsi que nous construirons une démocratie stable et respectueuse des principes républicains. (...) Le RPG est l'un des plus anciens partis du pays, avec des militants et responsables ayant gouverné la Guinée pendant près de douze ans. Toutefois, le respect des règles est fondamental. Transition ou non, un pays fonctionne selon des lois et des institutions. Il appartient à chacun de s'y conformer. Le ministère concerné dispose des moyens nécessaires pour faire appliquer sa décision. Pour participer aux élections, un parti doit respecter les règles. Dans le cas contraire, il s'expose à des sanctions pouvant aller jusqu'à la dissolution.»

Tierno Monénembo, écrivain, lauréat 2008 du prix Renaudot, dans sa tribune publiée intitulée: «Cette vermine d'intelligentsia guinéenne !» par Le Point :

«Le jour du jugement dernier, je veux dire le jour très proche où les nouvelles générations se rassembleront pour dresser le bilan abominable de notre indépendance, une coupable sera tout de suite désignée du doigt, c'est l'intelligentsia guinéenne. Elle est responsable à elle seule de 90% des malheurs de ce pays. Pas directement bien sûr ! Les responsables, les vrais sont connus : ils s'appellent Sékou Tou-ré, Lansana Conté, Dadis Camara, Sékouba Konaté, Alpha Condé et Mamadi Doumbouya. Seulement, qui les a fabriqués, ces monstres-là ? Ce sont nos élites, je veux dire, nos universitaires, nos prêtres, nos marabouts et nos officiers supérieurs.»

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Vite dit ...

Sous le soleil du Président bâtisseur

Depuis son accession à la présidence, nous avons porté un regard critique et attentif sur les actions du Président Doumbouya. Il est désormais pertinent d'examiner les projets ambitieux réalisés et en cours sous la direction du sixième président de notre nation, qui a fait du développement des infrastructures une priorité majeure. Parmi les initiatives les plus significatives et attendues par la population, le programme de réhabilitation et de développement du réseau routier se distingue particulièrement dans notre pays, où, comme tout le monde le sait, les infrastructures ont longtemps été négligées. Les projets actuellement en cours sous le mandat du Président Doumbouya témoignent d'une volonté manifeste d'agir de manière efficace pour l'avenir. Ainsi, le programme de bitumage et de réhabilitation des routes connaît un essor sans précédent. À Labé, par exemple, les travaux progressent rapidement, offrant aux habitants une mobilité accrue et un accès facilité aux services essentiels. À Kankan, la construction d'une autoroute a pour but de désenclaver cette ville stratégique, renforçant ainsi son rôle de carrefour économique entre la Guinée, le Mali et le Burkina Faso. À Tougué, l'une des localités qui n'ont jamais bénéficié de routes goudronnées depuis la colonisation, les habitants constatent enfin une avancée tangible grâce à l'engagement du Président Doumbouya. Cette évolution marque un tournant décisif pour les populations locales, auparavant confrontées à de sérieux défis en matière de déplacement. Conakry, la capitale, n'est pas en reste, avec un programme de désenclavement qui améliore la circulation et réduit les embouteillages. Parallèlement, les travaux à Téliélé insufflent une nouvelle dynamique au développement local. Ces réalisations illustrent l'engagement résolu du régime actuel à investir massivement dans les infrastructures, un élément fondamental pour favoriser le progrès socioéconomique. Ce 24 mars 2025, un projet ambitieux est lancé. La construction de la RN30, un tronçon de 75 km reliant Bissikirim à Dinguiraye. Une fois achevée, cette route stimulera l'essor économique de cette région riche en potentiel agricole et minier. Ainsi, le programme routier sous l'égide de Doumbouya reflète une ambition forte. Celle de mieux connecter notre pays grâce à des infrastructures qui facilitent la circulation des biens et des personnes. Cependant, plusieurs défis demeurent pour assurer le succès de cette transformation. Parmi eux, l'entretien des infrastructures et une gestion rigoureuse des fonds publics sont indispensables. Si ces enjeux sont surmontés, la modernisation du réseau routier pourrait devenir un véritable moteur de développement, stimulant le commerce et l'investissement dans les localités du pays profond. Comme le dit un proverbe djallonké : « *Le travail acharné est la clé de la réussite, mais celui qui ne contribue pas au travail ne peut réussir.* » N'est-ce pas ? ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo

Suite de la page 3

Tertio, elle représente une alerte invitant à une prise de conscience.

Globalement, il convient d'interpréter cette décision comme une seconde chance accordée à un candidat ayant échoué à son examen de passage, lui permettant de bénéficier d'une session de rattrapage. Pour moi, ceux qui affirment ici et là que les résultats du MATD sont influencés par la décision du TPI de Dixinn suspendant les congrès devraient plutôt saisir les 45 jours qui nous sont impartis pour accepter la main tendue du CERAG-UFDG.

C'est l'une des meilleures opportunités qui nous sont offertes pour entamer un dialogue en vue de retrouver un autour d'une table, pouvant mettre fin aux conflits internes.

Savez-vous pourquoi votre formation politique n'a pas été certifiée comme d'autres ? Qu'est-ce qui a manqué, selon vous ?

Les raisons sont probablement nombreuses. La principale étant le non-respect des

statuts du parti. Depuis 2015, l'UFDG n'a pas organisé son congrès. Les instances et les mandats sont donc devenus caducs. À cela s'ajoutent des conflits internes, des exclusions abusives, ainsi que la convocation de deux congrès simultanés au sein d'un même parti, preuve de sa désorganisation, pour ne pas dire de son délitement et de sa dégradation.

Comment comptez-vous organiser le congrès de l'UFDG alors qu'il existe deux factions au sein du parti ?

Dans le contexte actuel, aucun congrès n'est envisageable.

Pourquoi ?

Eh bien, la décision du MATD demeure une décision administrative. Autrement dit, c'est une note attribuée à un parti après une évaluation conforme à la loi organique L/91/002/CTRN du 23 décembre 1990, portant organisation et fonctionnement des partis politiques. L'UFDG et le CERAG-UFDG, tout comme le MATD, sont tenus de respecter le jugement n°112 du 28 février 2025, ordonnant à l'UFDG de suspendre tous ses

congrès, y compris celui de la présidence. Ce jugement prévaut sur la décision administrative du MATD, car il a été rendu au nom du peuple de Guinée. Dès lors, il ne peut faire l'objet d'aucune voie de recours. Pire encore, chercher à outrepasser ou à violer la décision du TPI de Dixinn exposerait l'UFDG à une dissolution pure et simple. Aucun congrès, donc, avant que le tribunal ne statue sur le fond, comme indiqué dans le verdict.

Ne craignez-vous pas une dissolution de votre parti si l'incompréhension persiste entre les responsables ?

La dissolution est évitable si l'UFDG et le CERAG-UFDG respectent les clauses énoncées par le TPI de Dixinn. Si les deux parties parviennent à mettre fin aux conflits en réintégrant les responsables injustement exclus, et en s'accordant sur un congrès unitaire que nous appelons de tous nos vœux, à travers le dialogue et la bonne foi des uns et des autres.

Aujourd'hui, peut-on s'attendre à une réconciliation entre le camp de Cellou Dalein et

celui d'Ousmane Gaoual ?

Je viens de préciser les conditions à remplir. Par ailleurs, le CERAG-UFDG est un mouvement réformateur qui se bat pour l'entente de tous, afin de former une Alliance des Mouvements Réformateurs de l'UFDG en vue d'organiser un congrès unitaire pour réunifier l'UFDG.

Un mot pour clore cette interview ?

Que la raison l'emporte sur les comportements mesquins, sur le nombrilisme et son corollaire de « Si ce n'est moi, c'est le chaos ». Le parti doit être au-dessus des égos. C'est lui seul qui compte. Enfin, l'UFDG doit apprendre à s'adapter pour continuer d'exister, en sortant de l'opposition stérile, c'est-à-dire, s'opposer pour s'opposer.

Je vous remercie.

Tout le plaisir est pour moi.

Interview réalisée par Malal Diallo, Aboubacar Fadiga & Abdoulaye Yansané

Gaoual Diallo soutient Doumbouya pour la présidentielle

Le ministre Ousmane Gaoual Diallo a manifesté, vendredi 21 mars 2025, un soutien indéfectible à Mamadi Doumbouya en vue de sa candidature à la présidence de la République.

Lors d'une conférence de presse qu'il a animée le même jour à Conakry, le ministre a déployé tous ses efforts pour clarifier ses ambitions au sein du paysage politique guinéen. Bien qu'il affiche sa volonté de prétendre à la présidence de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), il n'hésite pas à préciser qu'il ne se présentera pas à l'élection présidentielle.

Interrogé sur ses intentions futures, il se montre formel : « *Non, je l'avais dit. Je ne serai ni candidat indépendant, ni par un parti politique. Moi, mon candidat, c'est Mamadi Doumbouya. Et là-dessus, on est clair.* »

Cette déclaration témoigne de son soutien inébranlable envers le chef de la transition, le général Doumbouya, et souligne son engagement à promouvoir une candidature de ce dernier aux prochaines élections.

Ousmane Gaoual Diallo défend le bilan du président de la transition comme étant largement positif, soutenu par une base populaire solide.

Il exprime l'espoir que le général Doumbouya prenne en compte les aspirations qu'il défend et qu'il incarne les espoirs de nombreux Guinéens : « *J'espère que le chef de l'État enten-*



En soutenant Doumbouya, le ministre Ousmane Gaoual Diallo redéfinit les alliances et pourrait potentiellement influencer le paysage politique du pays dans les mois à venir. (© Le Populaire)

dra notre voix et qu'il va porter les couleurs de cette prochaine campagne. »

Le ministre évoque également les avancées réalisées par le gouvernement depuis le 5 septembre 2021, soulignant que « *la grande majorité des Guinéens sont très contents des actions de la refondation* ».

Bien qu'il admette l'existence de critiques à l'égard des réformes en cours, il considère que celles-ci demeurent minoritaires par rapport à l'adhésion générale de la population. Cette prise de position d'Ousmane Gaoual Diallo pourrait avoir des répercussions significatives sur les dynamiques

politiques en Guinée à l'approche des élections. En soutenant Mamadi Doumbouya, il redéfinit les alliances et pourrait potentiellement influencer le paysage politique du pays dans les mois à venir. ■

Par Racine Dieng

L'ex-ministre de la Santé, Pèthè Diallo, au cœur d'un scandale financier

Le vendredi 21 mars 2025, le parquet spécial de la CRIEF (Cour de répression des infractions économiques et financières) a révélé de nouveaux éléments concernant l'affaire impliquant l'ancien ministre de la Santé, Mamadou Pèthè Diallo. Limogé le 21 novembre 2023, il est accusé de « détournement de fonds publics, de corruption et d'enrichissement illicite ». Selon le procureur spécial Aly Touré, les accusations portent sur le détournement présumé de 188 milliards 862 millions 874 mille 944 francs guinéens, correspondant au budget alloué au ministère de la Santé



Dr Pèthè Diallo accusé de détournement de 188 milliards 862 millions FG, correspondant au budget alloué au ministère de la Santé durant son mandat. © Le Populaire

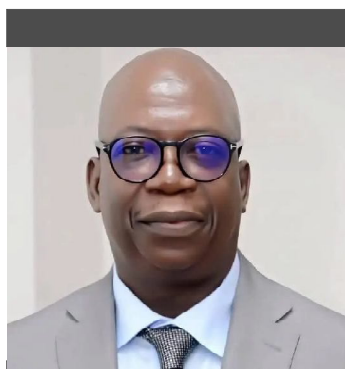
durant son mandat, ainsi que de 20 millions de dollars destinés à l'achat de vaccins. Mamadou Pèthè Diallo est diplômé de la faculté de médecine de l'Université de Conakry. Il détient également une maîtrise en santé publique de l'Université d'État de San Diego (États-Unis) et un diplôme spécial de santé publique de l'Université catholique de Louvain (Belgique). Il a travaillé pour diverses agences des Nations Unies, notamment en tant que représentant du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) au Mali et en Sierra Leone, coordonnateur rési-

dent et humanitaire des Nations Unies en Érythrée, directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et centrale du programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida au Sénégal, et représentant spécial adjoint du secrétaire général à la mission de l'ONU en République démocratique du Congo. Juste avant sa nomination au poste de ministre de la Santé et de l'Hygiène publique le 25 octobre 2021, il était représentant et coordonnateur résident des Nations Unies en Guinée-Bissau. ■

Par Tidiane Diallo

Libre Tribune

Quel est le véritable critère permettant de dire qu'un parti politique est un grand parti politique ou petit parti politique ?



Me Mohamed Traoré
avocat, ancien Bâtonnier et
ancien membre du CNT.

Arrêtons de nous voiler la face. Il n'existe pas actuellement de meilleur critère que celui des élections. On ne peut être un véritable « parti politique » sans avoir jamais participé à une seule élection ou obtenu un seul élu lors des différentes élections. L'un des rôles des partis politiques, c'est la participation à l'animation de la vie politique. Dans l'ensemble de tous les partis politiques se livrent à cet exercice à travers des débats dans les médias par exemple.

Mais ce n'est pas tout. Un autre rôle non moins important des partis politiques est de contribuer à l'éducation civique des citoyens. Mais il y a aussi et sur-

tout la conquête des suffrages des électeurs pour pouvoir exercer le pouvoir ou participer à l'exercice du pouvoir. Un parti politique peut avoir un leader charismatique et surtout une très bonne offre politique. Mais il est nécessaire qu'il soumette cette offre aux citoyens lors des votes qui sont les évaluateurs de celle-ci.

Que les fiefs électoraux des partis politiques se confondent généralement à la région d'origine de leurs principaux responsables, que les partis politiques soient en grande partie « ethniques » ou « communautaristes », c'est un problème sociologique auquel il est pour le moment difficile d'apporter une solution.

Mais il n'en demeure pas moins que le fait pour un parti politique de prendre part régulièrement aux consultations électorales est une preuve de sa vitalité. Et les résultats de ces consultations constituent l'indicateur le plus objectif de la force d'un parti politique.

D'ailleurs, dans notre pays, c'est le nombre de sièges obtenus lors des législatives qui ont permis de désigner le chef de file de l'opposition. Et dans le cadre de l'élaboration d'une loi sur le financement des partis politiques, ce même critère pourrait déterminant. ■



Des journalistes guinéens se remettent à l'anglais avec Duolingo

Le programme *Jeudis de la presse* du Centre américain de l'Ambassade des États-Unis à Conakry a consacré sa séance du 20 avril 2025 à l'apprentissage de l'anglais en ligne avec **Duolingo**.

À la bibliothèque Thurgood Marshall, **André Bonimy**, coordinateur de la langue anglaise à l'ambassade, a animé une démonstration de l'application **Duolingo**, outil interactif et ludique permettant de progresser en anglais. Une classe virtuelle est ouverte pour permettre aux

journalistes membres du Centre américain de l'Ambassade des États-Unis de «renforcer leurs compétences linguistiques afin de mieux évoluer dans leur métier et saisir les opportunités offertes par l'ambassade», explique M. Bonimy



M. André Bonimy est le coordinateur de la langue anglaise à l'ambassade des USA. (© Le Populaire)

En complément de Duolingo, d'autres formations spécifiques sont offertes aux journalistes par des *Espaces américains* des institutions d'enseignement supérieur de Sonfonia, Kankan, Nzérékoré et Mamou, avec à la clé un certificat reconnu.

Ces cours nécessitent un engagement de dix heures par semaine. L'inscription se fait via un lien diffusé par l'ambassade au début de chaque session, sous la supervision de son collaborateur

Ousmane Barry, chargé des relations avec les médias. Une initiative qui pourrait ouvrir de nouvelles perspectives aux journalistes guinéens, dans un monde où la maîtrise de l'anglais est un atout indéniable. ■

Dossier Air Guinée Vers un mandat d'arrêt contre Cellou Dalein Diallo ?

Le dossier Air Guinée, impliquant l'opposant Cellou Dalein Diallo, refait surface avec de nouvelles perspectives d'un mandat d'arrêt contre lui. Lors d'une conférence de presse tenue ce vendredi 21 mars 2025, le parquet de la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF) a évoqué les obstacles qui entravent l'avancement de l'affaire.

Un dossier toujours en cours. Selon Ousmane Sanoh, substitut du procureur de la CRIEF, l'enquête se heurte principalement à l'absence de l'inculpé, Cellou Dalein Diallo, qui vit en exil à Dakar. «Ce dossier a également connu quelques difficultés en raison de l'absence de l'inculpé», a-t-il déclaré. L'ancien Premier ministre est poursuivi pour corruption, détournement de deniers publics, blanchiment de capitaux et enrichissement illicite dans l'affaire de la cession controversée d'Air Guinée. En 2023, une commission rogatoire avait été envoyée à Dakar, au Sénégal, pour recueillir son témoignage, mais les ré-

sultats de cette démarche se font toujours attendre. Une convocation restée sans réponse, selon le procureur spécial Aly Touré. Et qui a précisé que plusieurs convocations officielles avaient été adressées à Cellou Dalein Diallo par voie d'huissier à son domicile. Toutefois, l'ancien ministre du général Lansana Conté et président de l'Ufdg n'a jamais comparu devant la justice guinéenne. «Nous attendons toujours la réponse, mais toujours est-il que les juges ont plusieurs options lorsqu'un individu ne répond pas à sa convocation», a-t-il rappelé. Parmi ces options figurent le mandat d'amener et le mandat d'arrêt, des mesures qui pour-



Les partisans de Cellou Dalein Diallo dénoncent une instrumentalisation politique de la justice, la CRIEF assure que l'affaire suit son cours normal. (© Le Populaire)

raient être envisagées si l'opposant continue d'ignorer les convocations judiciaires. «Si les inculpés ne comparaissent pas, il n'est pas exclu qu'un mandat d'arrêt soit émis», a prévenu Aly Touré. Le procureur a tenu à souligner que Cellou Dalein Diallo n'est pas le seul impliqué dans cette affaire. D'autres cadres, résidant en Guinée, ont déjà été entendus par le juge d'instruction. La CRIEF continue de faire le point régulièrement avec la chambre de l'instruction sur

l'évolution de ce dossier. Alors que l'opposition et les partisans de Cellou Dalein Diallo dénoncent une instrumentalisation politique de la justice, la CRIEF assure que l'affaire suit son cours normal. Reste à savoir si la menace d'un mandat d'arrêt se concrétisera et quelles seront les prochaines étapes judiciaires dans cette affaire qui secoue la scène politique guinéenne. ■

Par Racine Dieng

Report du Congrès extraordinaire de l'UFDG : une attente stratégique ?

Initialement prévu pour les 19 et 20 avril 2025, le Congrès national extraordinaire de l'UFDG (Union des Forces Démocratiques de Guinée) est reporté à une date ultérieure. Cette annonce, bien que sobre, alimente les spéculations sur la stratégie du parti dirigé par Cellou Dalein Diallo.

Ce report intervient dans un contexte politique marqué par des tensions et des incertitudes quant à la transition en cours. L'UFDG, principal parti d'opposition, joue une carte de prudence, cherchant peut-être à optimiser le timing de son Congrès pour maximiser son impact sur la scène nationale.

Pour ses partisans, l'accession de Dalein Diallo au pouvoir n'est qu'une question de temps. La devise «Croire et tenir» traduit l'état d'esprit qui anime ses soutiens, convaincus que l'alternance est inéluctable. Si les raisons précises de ce report restent floues, il est clair que l'UFDG veut garder la maîtrise de son calendrier politique. Reste à voir comment cette décision influencera la dynamique des prochaines échéances électorales et la stratégie du parti face aux autorités de transition. ■



www.karakannews.com

Site d'information générale et d'analyse
Tél. : +224 622 72 01 20
karakannews@gmail.com



site d'informations générales du droit guinéen créé en 2017.
makoura65@gmail.com
+ 224 624 346 264
Coankry, Guinée



Les informations sur la Guinée en un seul clic

www.laguinee.info

+224 621 090 818 / +224 621 372 426
Koloma2 Carrefour Cirage, C/ Ratoma.
contactlaguinee@gmail.com /
ibrahimasory624@gmail.com



www.actuguinee.org

L'Actualité Guinéenne sur le web,
c'est sur www.actuguinee.org
actuguinee.org@gmail.com
https://www.facebook.com/actuguinee.org/
Tél.: 622 46 29 29

Opposition et appels à la révolte : le gouvernement entre tolérance et mise en garde

Face aux appels croissants au renversement du pouvoir de Mamadi Doumbouya, le Porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo (sur la photo), adopte une posture oscillant entre un discours pédagogique et des menaces de répression. Ses déclarations du vendredi 21 mars 2025 suscitent de nombreuses interrogations concernant la manière dont le gouvernement gère l'opposition et le débat démocratique en Guinée. Et pour cause ?

D'un côté, le ministre Ousmane Gaoual Diallo tente d'expliquer aux citoyens les raisons des décisions gouvernementales, tout en insistant sur l'importance de la stabilité et de l'ordre public. De l'autre, il n'hésite pas à évoquer la possibilité de mesures répressives à l'encontre de ceux qui pourraient franchir la ligne en appelant au désordre ou à la violence. Accusant le RPG Arc-en-ciel et l'UFDDG d'avoir tenu des discours appelant au renversement du pouvoir, le gouverne-

ment a choisi, pour l'instant, la voie de la pédagogie au lieu de la répression. Si la loi interdit formellement tout appel à la sédition et prévoit des sanctions sévères, la posture du gouvernement semble être un équilibre fragile entre fermeté et prudence. Ousmane Gaoual Diallo insiste sur le fait que l'administration a préféré convoquer et sensibiliser les leaders politiques au lieu d'engager des poursuites judiciaires. Cette approche, bien que pacificatrice, traduit aussi une volonté du pouvoir de



maintenir un climat politique relativement apaisé, du moins en apparence. Mais cette indulgence est-elle réellement une preuve d'ouverture ou un avertissement voilé ? En affirmant que l'État pourrait se montrer plus strict si ces discours se poursuivent, le ministre envoie un signal clair : la patience du gouvernement a des limites. Il est évident que cette stratégie vise à responsabiliser

les partis d'opposition tout en maintenant une pression latente. Toutefois, une question demeure. Celle de savoir à quel point la liberté d'expression des partis d'opposition est-elle respectée ? Dans le contexte actuel où les tensions politiques restent vives, ces accusations risquent d'être perçues comme une tentative de museler les voix

dissidentes sous prétexte de préserver la stabilité. La politique de la pédagogie sera-t-elle suffisante pour maintenir le dialogue démocratique, ou assisterons-nous bientôt à une répression plus directe contre les opposants ? L'avenir politique du pays en dépend. ■

Par Tidiane Diallo

LibreTribune

Oumar Kéita élu à la présidence du Parti Serviteur du Peuple (PSP)

Dans un contexte politique particulier en Guinée, alors que les élections présidentielles sont prévues pour la fin de l'année 2025, le pouvoir de transition a suspendu temporairement 28 partis Politiques. Le Parti Serviteur du Peuple (PSP) ayant scrupuleusement respecté la réglementation en vigueur, poursuit son organisation et sa structuration en vue des échéances à venir. Il vient d'organiser son congrès, rassemblant les représentants des adhérents. À cette occasion, les instances nationales du parti ont été désignées. À la majorité, le congrès a élu Monsieur Dr KEITA Oumar président du parti pour un mandat de cinq ans. Titulaire d'un doctorat et Maître de Conférences, il a exercé en France avant de rejoindre la Guinée, où il occupe aujourd'hui le poste de Recteur d'université. Lors de son intervention, Dr KEITA Oumar a remercié l'ensemble des sympathisants et



a souligné les enjeux cruciaux pour l'avenir de la Guinée. Il a également insisté sur la nécessité de renforcer la souveraineté du pays et d'établir des partenariats internationaux fondés sur

le respect mutuel et les intérêts partagés. Dans un contexte où les relations entre l'Afrique et la France connaissent des tensions croissantes, le PSP prône une

coopération équilibrée, débarrassée des schémas paternalistes du passé. Le parti défend une politique étrangère fondée sur l'indépendance stratégique de la Guinée, en diversifiant ses

alliances et en favorisant le développement d'une économie nationale forte et résiliente. Grâce à une analyse objective des défaillances des services publics de l'État, le parti ambitionne de combler ces lacunes en mettant en place un programme ambitieux axé sur l'éducation, la santé, les infrastructures et le vivre-ensemble. Dans cette dynamique, des visites sont en cours de programmation pour les mois de mai et juin afin de rencontrer plusieurs représentants de partis politiques. Par ailleurs, une demande officielle d'audience a été adressée au président de la République française, Monsieur Emmanuel MACRON, afin d'échanger sur les relations bilatérales et les perspectives de coopération entre la Guinée et la France.

Contact presse
Service Presse PSP
communication@parti-
psp.com
<https://www.parti-psp.com>

Le Dr Aboubacar Momo Touré assassiné à Coyah

Le Dr Aboubacar Momo Touré a été tragiquement retrouvé mort le vendredi 21 mars 2025 à Friguiadi Nord, à Manéah, préfecture de Coyah. Spécialiste en santé publique, il a été victime d'un assassinat, selon de bonnes sources. Coordinateur régional du projet *Notre Santé* à Kindia, financé par l'USAID, le Dr Touré était un expert reconnu dans la mise en œuvre et la gestion de programmes de santé. «*Depuis avril 2023, il supervisait un projet intégré visant la*



santé maternelle et infantile, la planification familiale, la lutte contre le paludisme et la Covid-19, ainsi que la santé communautaire et la gouvernance régionale, selon Visionguinee.info, qui a été le premier à relayer l'information sur son assassinat. ■

Le présumé auteur du drame à l'école Sainte-Marie de Nongo devant la justice

Le présumé auteur des tirs à balles réelles sur deux de ses camarades de classe à l'école Sainte-Marie de Nongo est trimballé, lundi 17 mars 2025, devant le Tribunal pour enfants. Selon de sources judiciaires, la date du procès du lycéen de 16 ans n'est pas encore déterminée. Le parquet du Tribunal pour enfants a ouvert une instruction. Le 11 mars 2025, l'école Sainte-Marie de Nongo, en banlieue de Conakry, a été le théâtre d'un tragique incident qui a profondément choqué la

communauté. Deux lycéens, un garçon et une fille, ont été gravement blessés par des balles de calibre 12 alors qu'ils étaient en classe. De sources médicales, les deux victimes suivent avec plusieurs projectiles toujours logés dans leurs corps. Ce qui laisse leurs parents dans l'inquiétude et la désespérance. Les familles des victimes expriment leur détresse face à la douleur intense que vivent leurs enfants. Le manque de mesures d'évacuation

d'urgence vers un hôpital spécialisé pourrait aggraver leurs conditions. La communauté de Nongo appelle à une action rapide pour garantir la sécurité et le bien-être de ses jeunes. Selon de sources concordantes, le présumé auteur de ce drame, a une réputation de violence au sein de l'établissement, où il figurait sur une liste noire. En décembre 2024, il avait déjà blessé un camarade, Mohamed Sano, avec une chaise. ■

Le Salon du Livre Africain de Paris 2025, un événement à la hauteur de ses promesses



Lisez et faites lire
www.wondima.com



Lansanaya barrage,
Matoto, Conakry.
+224 624249398
666392909
alfaguinee28@gmail.com
https://www.facebook.com/Guinee28
www.guinee28.info

www.focusguinee.info



Sagesse

- 1 Bien commencé est à moitié fait.
Aristote
- 2 Bien compris, le leadership dans la complexité veut dire travailler sur le système, pas sur les gens.
Niels Pflaeging
- 3 Bien dire fait rire, bien faire fait taire.
André Dacier
- 3 Bien fait est mieux que bien dit.
Anglais
- 4 C'est arrogant de croire que tout ce que nous avons créé ne peut être amélioré.
Steven Spear

La quatrième édition du **Salon du Livre Africain de Paris** s'est révélée à la hauteur de ses ambitions littéraires et culturelles. Cet événement s'est tenu du **vendredi 14 au dimanche 16 mars 2025**, transformant la **Halle des Blancs Manteaux**, située au cœur du Marais dans le 4ème arrondissement de Paris, en un véritable carrefour de la pensée et de la créativité.



La quatrième édition du Salon du Livre Africain de Paris s'est révélée à la hauteur de ses ambitions (© Le Populaire)

Ce lieu emblématique, qui a toujours été un espace d'échanges et de rencontres, devient cette année le témoin privilégié de la richesse et de la diversité de la littérature africaine. Les organisateurs ont eu le plaisir d'accueillir une pléiade d'auteurs et près d'une centaine d'éditeurs en provenance d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et des Caraïbes. Cette rencontre exceptionnelle a offert l'opportunité d'explorer des récits variés et des voix singulières. Des conférences enrichissantes ont été organisées autour d'une multitude de thèmes allant de la littérature à l'histoire, en passant par des réflexions sur l'écologie, la politique, la philosophie, ainsi que les enjeux cruciaux liés à la jeunesse. Comme le soulignait le célèbre écrivain camerounais **Mongo Beti** : « *La littérature*

est un cri de l'homme qui dévoile ce qui est caché. » L'édition 2025 est placée sous le thème évocateur « *Voyage en diaspora* », avec le **Cameroun** en tant que pays invité d'honneur et le Brésil désigné comme pays invité spécial. Ce choix met en lumière les liens historiques et culturels qui unissent ces deux nations, renforçant ainsi la portée universelle des échanges littéraires. La



Voici une vue du stand de la Guinée. (© Le Populaire)

romancière et essayiste **Véronique Tadjou** a déclaré : « *La diaspora est un voyage sans fin, un mouvement perpétuel vers l'autre, une quête d'identité et de sens.* » Le gagnant du « Grand Prix Afrique des Écrivains de Langue Française », anciennement connu sous le nom de Grand Prix Littéraire d'Afrique, est **Felwine Sarr**, écrivain et penseur sénégalais, qui a été doublement récompensé lors de cette édition du Salon du Livre Africain de Paris. Il a reçu le **Grand Prix Afrique de la nouvelle** pour son recueil **Le Bouddhisme est né à Colobane**, qui explore des thèmes universels. Parallèlement, sa maison d'édition **Jimsaan**, cofondée avec **Boubacar Boris Diop** et **Nafissatou Dia**, a obtenu le

Prix Afrique de l'édition 2024. Le « **Prix du Beau Livre de la Maison de l'Afrique** », distinction qui célèbre l'esthétique et la qualité d'édition des ouvrages présentés, a récompensé le magnifique ouvrage consacré au styliste **Pathé'O** (Éd. Patrick Frey), avec une mention spéciale pour le beau livre édité en Afrique, attribué à **La Tresse africaine, richesse ancestrale de Suzanne Kouamé** (Éd. Eburnie). Ces voix diverses, riches d'expériences variées, illustrent la vitalité et la créativité foisonnante de la scène littéraire contemporaine. Ce Salon s'affirme donc comme un rendez-vous incontournable pour tous les amoureux des lettres et de la culture, un espace de partage où les mots se transforment en passerelles entre les peuples et les générations. Comme le soulignait le grand écrivain haïtien **Édouard Glissant** : « *La poésie est un acte d'amour.* » Dans cet esprit, le Salon du Livre Africain de Paris s'érige en un véritable manifeste d'amour pour les livres, la culture et l'humanité. ■



La Guinée a été très bien représentée à ce rendez-vous littéraire international. (© Le Populaire)

Par Tidiane Diallo

Concours Coran Challenge 2025

La connaissance, pilier de la paix et du Vivre-ensemble

La finale de la 9^e édition du *Concours Coran Challenge* se tiendra le 25 mars 2025 autour du thème : Islam, religion de paix et de miséricorde.

Déjà, les affiches géantes annonçant l'événement ornent les communes du Grand Conakry, témoignant de l'engouement croissant des candidats et du public. Au-delà de la compétition, cette initiative met en lumière l'importance de la connaissance et de la compréhension du message divin, des éléments essentiels pour la paix et l'harmonie sociale, particulièrement en Afrique, où des groupes comme Boko Haram sèment la terreur.

Le Coran insiste sur la valeur du savoir. Allah dit : « *Dis : Sont-ils égaux, ceux qui savent et*



Au-delà de la compétition, cette initiative met en lumière l'importance de la connaissance et de la compréhension du message divin. (© GuinéeBuzz)

ceux qui ne savent pas ? Seuls les doués d'intelligence se rappellent. » (Sourate 39:9).

Ce verset rappelle que la connaissance éclaire les esprits et permet d'éviter les manipulations qui nourrissent l'extrémisme.

Une éducation religieuse authentique est un rempart contre l'ignorance et les interprétations erronées de l'islam. « *Et ne mêlez pas la vérité au mensonge. Ne cachez pas sciemment la vérité.* » (Sourate 2:42). Ce message appelle à la droiture et au rejet des idéologies destructrices.

Le *Concours Coran Challenge* s'impose ainsi comme un symbole de promotion de la paix et du vivre-ensemble, un rempart contre les dérives radicales et une opportunité d'élever les esprits vers la tolérance et la sagesse. ■

Par Tidiane Diallo

Miss Guinée Amérique du Nord, une école de leadership et de culture

Miss Guinée Amérique du Nord n'est pas un simple concours de beauté, mais une véritable plateforme de leadership dédiée aux jeunes filles guinéennes vivant en Amérique du Nord.

Ce programme transformationnel met l'accent sur l'apprentissage, le développement personnel et professionnel, ainsi que le coaching en prise de parole en public.

Grâce à un mentorat de qualité et un suivi personnalisé, les participantes acquièrent des compétences essentielles pour s'imposer dans le monde académique et professionnel. Lors de la semaine préparatoire, elles ont l'opportunité unique de rencontrer des leaders africains influents et de découvrir les grandes institutions et entreprises nord-américaines.

Une attention particulière est portée aux femmes occupant des postes de responsabilité, offrant ainsi des modèles inspirants aux jeunes filles pour les encourager à poursuivre des carrières ambitieuses.

Miss Guinée Amérique du Nord est aussi un puissant vecteur de promotion de la culture guinéenne. Depuis plus d'une dé-

cennie, l'événement contribue à faire rayonner la Guinée sur la scène internationale.

Après 13 éditions marquantes et une pause bien méritée, la reprise est prévue en 2026. En attendant, ne manquez pas les Guinean Excellence Awards et Invest Guinée-USA en août 2025 ! ■

Par Tidiane Diallo



Hawa Barry-Diallo, initiatrice de l'événement, et le président de la République, le général Mamadi Doumbouya. (© Le Populaire)

L'ancien ministre des Mines, Moussa Magassouba accusé de détournement de 2 millions de dollars

L'ancien ministre des Mines et de la Géologie, Moussa Magassouba, fait face à de graves accusations de détournement de fonds publics. Selon des sources judiciaires, il aurait détourné une somme estimée à 2 millions de dollars durant son passage au gouvernement du CNRD.

L'affaire, qui est actuellement entre les mains de la CRIEF (Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières), met en lumière des pratiques présumées de corruption dans la gestion des ressources minières du pays. L'enquête en cours cherche à établir les responsabilités de l'ex-ministre et de ses éventuels complices.

Depuis son limogeage, Moussa Magassouba était resté discret, mais cette nouvelle révélation le place au centre de l'actualité judiciaire.

Si les faits sont avérés, il risque des poursuites pénales pouvant déboucher sur de lourdes



L'ancien ministre Moussa Magassouba. (© Le Populaire)

sanctions.

Son dossier relance le débat sur la gestion des finances publiques et la lutte contre l'impunité.

L'État, qui s'est engagé à assainir la gouvernance, devra démontrer sa volonté d'appliquer la loi sans distinction.

Reste à savoir si cette affaire aboutira à une condamnation ou si l'ex-ministre réussira à se défendre face à ces accusations. ■

Par Racine Dieng



L'un épingle l'intelligentsia, l'autre lui envoie une réaction tout aussi percutante

L'affrontement d'idées entre Monénembo et Ousmane Gaoual

Dans un contexte où les voix s'élèvent pour interroger le passé et l'avenir de la Guinée, le débat entre l'écrivain **Tierno Monénembo** et le ministre porte-parole du gouvernement, **Ousmane Gaoual Diallo**, prend une dimension particulièrement saisissante. Les récentes déclarations de l'auteur, épinglant l'intelligentsia guinéenne pour sa complicité dans le déclin du pays, ont provoqué une réaction tout aussi percutante du ministre, qui rappelle la nécessité d'une réflexion nuancée sur le rôle des élites. Cet échange, empreint de passion et de profondeur, met en lumière la rupture entre gouvernants et intellectuels, tout en soulevant des questions essentielles quant à la narration de l'histoire nationale et aux responsabilités qui en découlent. Dans cette quête de compréhension, la Guinée se retrouve à la croisée des chemins, oscillant entre critique acerbe et engagement constructif, à l'image de son histoire complexe et dynamique.



L'écrivain Tierno Monénembo et le ministre Porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo. (© Le Populaire)

Le débat entre l'écrivain Tierno Monénembo et le ministre Porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo prend une tournure plus incisive. Après la tribune incendiaire de l'auteur dans *Le Point*, où il accuse l'intelligentsia guinéenne d'être complice du naufrage du pays, le porte-parole du gouvernement a répliqué sur sa page X avec une formule lourde de sens.

« Quand un écrivain prend la plume, les mots dépassent souvent la personne. Ils touchent à l'histoire, à la mémoire, à la douleur collective. Ils réveillent, parfois blessent, souvent divisent. Ce n'est pas nouveau : la critique intellectuelle est un pilier de toute société vivante. Elle interroge, elle dérange, et parfois elle simplifie. Mais elle ne dit pas tout. La Guinée n'est pas un bloc figé

dans ses blessures. Elle est aussi faite d'efforts silencieux, de luttes pour l'équilibre, de mémoire qu'on construit au lieu de subir. Ce pays a connu la verticalité du pouvoir, oui. Mais il connaît aussi aujourd'hui les lignes de rupture, de dialogue, de réinvention. Certains choisissent la radicalité des mots, d'autres prennent le risque de faire, d'agir, de tenir les institutions, malgré les contradictions. La Guinée a besoin des deux — à condition que l'exigence ne devienne pas mépris, et que la lucidité n'efface pas le réel. La responsabilité n'est pas seulement dans les livres. Elle est dans les choix quotidiens, dans les voix qu'on écoute aussi, y compris quand elles dérangent. Alors non, on ne répondra pas à une personne. On répondra à un enjeu plus grand : comment raconter un pays, sans trahir sa complexité ?

Suite à la page 11

Tribune Libre / Par Oleg Nesterenko, Président du CCIE

Clash Trump-Zelensky : la suspension de l'aide militaire pour l'Ukraine

Ce lundi, le 3 mars, Donald Trump a ordonné une « pause » dans l'aide militaire des Etats-Unis d'Amérique à l'Ukraine. Non seulement les nouvelles aides à venir sont stoppées, mais également celles déjà approuvées par l'ancienne administration de Joe Biden et pas encore livrées font également l'objet du gel par la Maison Blanche.

La suspension est immédiate et effective : les trains entiers de l'aide militaire américaine sont bloqués sur la frontière ukraino-polonaise et ne poursuivront pas leur acheminement vers le destinataire. Depuis la réunion du 28 février dernier à la Maison-Blanche entre le président américain Donald Trump et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, accompagnés de leurs équipes respectives, beaucoup d'informations circulent dans les mass médias sur le sujet qui a surpris, voir choqué plus d'un.

Néanmoins, avec le fossé de la rupture des relations bilatérales américano-ukrainiennes qui s'est concrétisé ce lundi, étant saturées par la composante émotionnelle, la ma-

jeure partie des informations sur le sujet ne reflètent que très vaguement les réelles conséquences concrètes qui auront dorénavant lieu sur l'Ukraine.

Le scandale

Aujourd'hui, Kiev est confronté à des conséquences du scandale diplomatique qui a eu lieu à la maison Blanche incomparablement plus graves que celles qui l'attendaient après la signature prévue du contrat de servitude au niveau des gisements de matières premières stratégiques et des infrastructures critiques de l'Ukraine pour la couverture des dettes réclamées par le maître du bureau ovale.

Sans aucun doute, le dirigeant

ukrainien Volodymyr Zelensky porte la responsabilité personnelle de l'incident.

Si Trump pouvait aisément se permettre le comportement qu'il a eu lors de la rencontre, étant à la tête du pays-principal allié et sponsor de l'Ukraine dans le conflit militaire contre la Russie et en position de force incomparable - Zelensky, en ce qui le concerne, n'avait pas le moindre droit moral de mettre en avant son petit caractère, encore moins de riposter avec de la violence et avec un grave manque de respect jamais vu dans le cadre du protocole de la diplomatie publique vis-à-vis de ses interlocuteurs : derrière lui, toute une nation est sous la dépendance directe et dans le besoin vital d'aide étrangère, une population fatiguée de la guerre.

Les forces armées ukrainiennes manquent cruellement d'armes, de munitions et de personnel combattant. Le front est au bord de l'effondrement, des centaines et parfois des milliers d'ukrainiens continuent à mourir chaque jour.

De nombreux politiciens américains ont qualifié le comportement du président ukrainien de honteux et ont préconisé la ces-

sation de toutes relations avec ce dernier. Les plus grands partisans de Trump ont appelé Zelensky à démissionner. Cela a notamment été déclaré par le président de la Chambre des représentants, Michael Johnson, ainsi que par le conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz.

Personne n'a enlevé la responsabilité personnelle de Zelensky pour la tragédie que l'Ukraine est en train de vivre et il ne devrait, certainement pas, oublier sa vraie place face au véritable maître du futur de son pays. Maintenant que les négociations de paix ont échoué et que les Etats-Unis arrêtent leurs livraisons d'armements et munitions, l'Ukraine ne peut que s'attendre à de nouvelles pertes insensées à l'échelle encore plus importante qu'auparavant. Et quelques pertes que cela soit, tôt ou tard, l'Ukraine se retrouvera d'une manière inévitable dans une situation où elle sera obligée de s'asseoir à la table des négociations.

Vu la force et la pression croissante en discontinu de l'armée Russe sur les champs de bataille, chaque jour de résistance ne fait qu'aggraver la position de Kiev déjà précaire dans le

cadre des futures négociations. Selon les prévisions des analystes militaires, sans l'aide financière américaine et la fourniture d'armes, l'Ukraine peut encore tenir six mois. Et ensuite?

L'Ukraine était-elle prête pour la cessation de l'aide militaire américaine ?

Depuis le début de la guerre, les États-Unis ont été, de très loin, le principal allié de l'Ukraine. Aujourd'hui, le président américain Donald Trump a estimé l'aide fournie à hauteur de 350 milliards de dollars. Parmi les armes fournies par les États-Unis, il existe plusieurs éléments de l'importance stratégique que les forces armées ukrainiennes ne seront pas en mesure de substituer. En Europe, soit ils ne sont pas du tout produits, soit produits en quantité négligeable. Les États-Unis d'Amérique changent radicalement leur vecteur en matière de géopolitique.

Suite à la page 11

Suite de la page 10

Comment faire avancer, sans mépriser ? Comment critiquer, sans réduire ?

La Guinée vaut plus que des formules. Elle mérite un regard lucide. Et elle continuera, malgré tout, à se raconter elle-même», a écrit le ministre des Transports.

Toute analyse doit être menée avec lucidité

Une réponse qui, sans attaquer frontalement Tierno Monénembo, remet en question sa vision du rôle des élites dans

l'histoire guinéenne. Dans son texte, Monénembo, fidèle à sa verve pamphlétaire, fustige « cette vermine d'intelligentsia guinéenne » qu'il rend responsable du bilan « abominable » de l'indépendance du pays. Il pointe du doigt le manque de courage et l'opportunisme des élites face aux crises politiques successives.

Une charge sans concession qui n'a pas laissé indifférent le ministre Ousmane Gaoual Diallo.

En rétorquant, le Ministre Diallo semble appeler à une lecture plus nuancée des responsabilités et à une prise en compte

du contexte dans lequel se joue l'avenir du pays.

Son message souligne que l'histoire continue de s'écrire et que toute analyse doit être menée avec lucidité.

Ce nouvel échange entre le politique et l'écrivain illustre la fracture entre gouvernants et intellectuels en Guinée.

Un débat passionné, où chaque camp défend sa vision du passé et de l'avenir, et qui reflète la quête permanente d'une voie vers une démocratie stable. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo

Libre Tribune / Par Tierno Monénembo Cette vermine d'intelligentsia guinéenne!

L'échange d'idées entre Tierno Monénembo et Ousmane Gaoual Diallo est un exemple fascinant de la dynamique intellectuelle en Afrique.

Tierno Monénembo, écrivain engagé et figure de proue de la littérature guinéenne, aborde souvent des thèmes liés à l'identité, à la mémoire, et à la critique sociale. Sa plume incisive vise à interroger les structures de pouvoir et les élites.

Lisez sa tribune !

Le jour du jugement dernier, je veux dire le jour très proche où les nouvelles générations se rassembleront pour dresser le bilan abominable de notre indépendance, une coupable sera tout de suite désignée du doigt, c'est l'intelligentsia guinéenne.

Elle est responsable à elle seule de 90% des malheurs de ce pays. Pas directement bien sûr ! Les responsables, les vrais sont connus : ils s'appellent Sékou Touré, Lansana Conté, Dadis Camara, Sékouba Konaté, Alpha Condé et Mamadi Doumbouya. Seulement, qui les a fabriqués, ces monstres-là ? Ce sont nos élites, je veux dire, nos universitaires, nos prêtres, nos marabouts et nos officiers supérieurs. C'est à cause de leur paresse d'esprit, de leur lâcheté et de leur opportunisme que ce merveilleux pays est devenu la chose ridicule et pestilentielle qu'il est aujourd'hui.

La défaillance de nos élites commence dès les premières heures de la République et elle n'a jamais cessé depuis. Si l'on doit avec beaucoup d'indulgence comprendre l'idéalisme-un idéalisme naïf, cependant, presque infantile !-de nos premiers intellectuels, le comportement de ceux qui ont suivi reste sinon honteux du moins, confus, totalement illisible. Ce n'est certainement pas ça qu'un peuple attend d'une élite. Une élite, c'est fait pour éclairer

le chemin, tirer le peuple vers le haut, vers les rêves les plus fous, les plus beaux, les plus exaltants. Pour cela, il faut un minimum d'intelligence, un minimum de courage. Nos élites à nous, n'ont ni l'un ni l'autre. Nos intellectuels manquent d'idée et d'idéal ; nos chefs religieux, de foi et de vertu. Quant à nos officiers, mon dieu, quant à nos officiers, ils sont les premiers à prendre la poudre d'escampette au premier sifflement des balles. Le bon soldat, c'est la fougue, le soldat guinéen, c'est la frousse !

Cette méprisable faune n'a qu'une idée en tête : gagner le prix de la sauce-gombo en cirant les pompes des petits chefs qui ruinent le pays. Vautrées dans le dérisoire du quotidien, dépourvues de toute préoccupation historique et culturelle, nos élites qu'elles soient civiles religieuses ou militaires ont délibérément omis de jouer leur rôle. Elles ont baissé la culotte. Elles ont pactisé avec l'opprobre. Elles ont démissionné sans plier sous la honte. Elles ont laissé la voie libre aux médiocres qui ayant de ce fait, accaparé tous les leviers du pouvoir font la seule chose qu'ils savent faire : mentir, voler et tuer. Disons les choses clairement : elles ont tourné le dos au pays, elles ont livré le peuple aux barbares ! Elles auront beau citer Castro, l'Histoire ne les acquittera pas!

Je ne dis pas que nous vivons aujourd'hui, le moment le plus tragique de notre histoire, mais certainement le moment le plus pauvre, le plus indécent, le plus ridicule. Jamais nos élites n'ont été aussi puantes.

On utilise la bible, le coran, la philosophie et le droit pour tenter de nous convaincre que Mamadi Doumbouya a le droit de chiffonner la charte de la transition pour se faire couronner (c'est le mot !) président de la République comme hier on a tenté de nous faire comprendre qu'Alpha Condé (qui fut pourtant le premier opposant à demander la limitation des mandats) avait le droit de s'octroyer un troisième mandat. Quand je vois cette horde de rats grouiller autour de la mangeoire, en dansant la mamaya pour cette bande de tueurs qui nous gouverne, j'ai envie de dire « fermez le rideau, épargnez-nous cet odieux spectacle ». Mais bon, on est en Guinée où le champ de ruines éthique et moral est cent fois plus vaste que le champ de ruines économique et social.

Le Sénégal est loin de représenter l'idéal. Ce pays très proche du nôtre, a lui aussi ses problèmes. Cependant, il a toujours réussi à éviter le gouffre. Pourquoi ? Parce que ses élites, à défaut d'être parfaites, ont toujours assuré le service minimum. Là-bas, quand le président commence à déconner, les universitaires, les officiers et les chefs religieux se liguent tout de suite pour le mettre devant ses responsabilités. Ici, plus il vole, plus on chante ses louanges ; plus il tue, plus on le supplie de conserver le pouvoir. Normal, me direz-vous, l'intellectuel sénégalais aime le Sénégal, l'intellectuel guinéen n'aime que son ventre. ■

Par Tierno Monénembo

Tribune Libre / Par Oleg Nesterenko, Président du CCIE Clash Trump-Zelensky : la suspension de l'aide militaire pour l'Ukraine (suite)

Trump a mis à exécution sa détermination à cesser de soutenir l'Ukraine et, dans le même temps, la pression des sanctions sur la Russie par les Américains pourrait commencer à s'affaiblir - ce qui est déjà en train d'être discuté dans le cercle du haut pouvoir américain.

De son côté, le Kremlin a certainement proposé au président américain toute une série d'accords stratégiques, dont celui rendu public sur l'extraction en commune des métaux des terres rares.

En conséquence, la probabilité est très haute que les ennemis d'hier aient beaucoup en commun demain en matière d'économie et de sécurité globale, ce à quoi Trump aspire grandement.

Dans une négociation B to B, le facteur-clé de la réussite est celui de l'interdépendance des parties en face. Les Russes ont su poser dans leur offre de bons accents sur les éléments dans lesquels le partenariat russo-américain ne peut qu'être mutuellement très bénéfique. Et dans cette nouvelle formule la confrontation russo-américaine sur le sol ukrainien n'a pas lieu d'être.

Depuis le début de la guerre, les États-Unis ont été, de très loin, le principal allié de l'Ukraine. Aujourd'hui, le président américain Donald Trump a estimé l'aide fournie à hauteur de 350 milliards de dollars. Parmi les armes fournies par les États-Unis, il existe plusieurs éléments de l'importance stratégique que les forces armées ukrainiennes ne seront pas en mesure de substituer. En Europe, soit ils ne sont pas du tout produits, soit produits en quantité négligeable. Ainsi, la cessation de l'aide militaire américaine à l'Ukraine est, tout simplement, fatale vis-à-vis des capacités à combattre de l'armée ukrainienne.

Le système satellite Starlink

En cas de suppression par les Américains du système satellite Starlink pour l'Ukraine qui est également en train d'être mis en place, les militaires ukrainiens perdront leur principale source d'information et d'échange directement sur le champ de bataille.

Sans échange immédiat d'informations sur le champ de bataille, les soldats seront désormais privés de reconnaissance et de ciblage de qualité. Dans ce cas, la qualité opérationnelle de l'artillerie ukrainienne se verra reculer à des décennies en arrière. En conséquence directe, cela entraînera une augmentation considérable de la consommation de munitions, qui font déjà grand défaut, et, en outre, le matériel militaire ukrainien sera détruit par les forces armées russes à une cadence encore plus soutenue qu'aujourd'hui.

En outre, l'Ukraine perdra la possibilité d'utiliser des drones à longue portée grandement utilisés en ce moment, des drones agricoles à l'origine «Baba-Yaga» qui ont une importante capacité de charge utile et un fonctionnement autonome - ils dépendent directement de la navigation satellitaire. Pour les Ukrainiens, il n'y a aucune alternative au système Starlink. A l'avenir, il peut, potentiellement, être remplacé par le système européen de navigation global par satellite Galileo, mais ceci est impossible à court terme. Par ailleurs, comment le système Galileo se comportera dans les conditions de combat et combien de temps prendra son déploiement et son adaptation - cela reste une inconnue.

Le système de défense aérienne Patriot

Le système de défense aérienne américain Patriot est l'un des meilleurs au monde, même s'il est moins performant que le système russe ZRS S-400 «Triumph». À l'heure actuelle, il est connu que 6 de ces batteries Patriot protègent les grandes villes ukrainiennes des missiles russes les plus dangereux. Les munitions pour de tels systèmes de défense aérienne ne sont fabriquées qu'aux États-Unis et avec la cessation de livraisons, les forces armées ukrainiennes seront rapidement confrontées à une pénurie de missiles et devront choisir les sites à protéger et ceux à laisser sans défense, comme le note, à juste titre, le Wall Street Journal.

Suite à la page 12



Tribune Libre / Par Oleg Nesterenko, Président du CCIE

Clash Trump-Zelensky : la suspension de l'aide militaire pour l'Ukraine (suite)

Suite de la page 11

<https://www.wsj.com/world/europe/without-u-s-aid-ukraine-would-lose-some-of-its-most-sophisticated-weapons-e3bf6cb7>

Ainsi, les pays européens devront allouer des fonds supplémentaires et équiper l'Ukraine de systèmes entièrement européens, tels que le franco-italien SAMP/T. Cela étant, à partir du moment de la prise de décision et la signature du contrat, il faut attendre non pas quelques semaines, mais plusieurs années avant le début de la première livraison de missiles. Le consortium européen a promis de réduire le délai à 18 mois, mais ce dernier reste extrêmement long et ne couvre certainement pas la période avant la fin du conflit armé sur le sol ukrainien.

MLR et missiles

Avec la cessation de l'aide militaire américaine, l'armée ukrainienne perd également les missiles guidés pour les lance-roquettes mobiles MLRS à chenilles et les HIMARS à roues. Les États-Unis ont fourni à l'Ukraine deux types de munitions : GMLRS avec la portée allant à 90km et ATACMS avec la portée allant à 300km.

La grande précision et la puissance de l'ogive de la fusée sont complétées par la vitesse de déploiement : le lanceur à roues HIMARS ou le MLRS à chenilles permettent de frapper peu de temps après avoir reçu des informations de reconnaissance.

Le problème est que les GMLRS, contrairement aux obus classiques, ne sont fabriqués qu'aux États-Unis dans les usines de Lockheed Martin. En outre, la grande efficacité démontrée par ces missiles en Ukraine a augmenté la demande du produit sur le marché mondial de l'armement et l'Ukraine avait beaucoup de concurrents pour les acquérir, avant même l'arrêt des livraisons daté de ce 3 mars. Et il n'y a rien pour remplacer ces missiles. Ni quantitativement ni qualitativement, comme l'écrit la BBC.

<https://www.bbc.com/ukrainian/articles/c70wwn4zpz7o>

En ce qui concerne les missiles de croisière européens SCALP/Storm Shadow lancés à partir d'avions - ils ne suffisent guère à remplacer les ATACMS américains.

Il faut comprendre qu'une fois sans artillerie de longue portée et de haute précision et sans les missiles de croisière, les forces armées ukrainiennes ne pourront plus frapper les dépôts d'armes, les dépôts pétroliers, les raffineries, les postes de commandement, les aérodromes et les polygones



Oleg Nesterenko
Président du CCIE
(www.c-cie.eu)
(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne, ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

russes. Les frappes sur ces installations n'ont jamais été critiques, mais ont perturbé quand même la logistique et l'approvisionnement de l'armée Russe. Une fois la livraison de ces missiles à l'Ukraine arrêtée - l'armée russe augmentera son potentiel d'attaque et avancera d'une manière encore plus soutenue.

La grave pénurie d'obus

Dès le début de la guerre et surtout depuis les derniers mois, l'armée ukrainienne connaît une importante pénurie d'obus d'artillerie. Le rapport des tirs dans la zone d'affrontement a atteint par endroits 1 à 10 en défaveur de l'Ukraine. La Russie et ses alliés produisent environ 3 millions de munitions par an et à un prix incomparablement moins élevé qu'en Occident. De leur côté, « les États-Unis et l'Europe n'ont la capacité de produire qu'environ 1,2 million de munitions par an », comme l'indique la CNN <https://edition.cnn.com/2024/03/10/politics/russia-artillery-shell-production-us-europe-ukraine/index.html>

Un tel rapport de capacité de production est nettement en défaveur des alliés de Kiev et avec l'abandon de la participation par Washington dans l'effort de guerre du côté ukrainien, la situation de ce dernier devient tout à fait catastrophique.

Le principal problème du Vieux continent est dans l'absence quasi totale de capacité de défense. Depuis la guerre froide, l'Europe a vécu sous la protection militaire des États-Unis et les mesures prises par

l'Union européenne pour accroître sa puissance militaire n'ont pas encore eu d'effet et n'en n'auront, certainement pas, ni dans le temps couvrant le conflit armé sur le territoire de l'Ukraine, ni dans les années à venir.

Les renseignements

Aujourd'hui, les dirigeants américains ont arrêté les livraisons d'armes et de munitions. Si l'arrêt de l'aide militaire des États-Unis influait également la fourniture des renseignements militaires aux forces armées ukrainiennes, ces derniers deviendraient pratiquement aveugles dans leurs actions sur le terrain des opérations.

Le général de l'armée et ancien chef du service de renseignement extérieur de l'Ukraine, Mikola Malomuz, a déclaré à la chaîne ukrainienne « Channel 24 » quelles conséquences pourraient entraîner la cessation de l'échange de renseignements entre Washington et Kiev. <https://www.youtube.com/watch?v=9txKdNPk1Dw>

Selon lui, l'arrêt du transfert des données des renseignements spatiaux, techniques et du réseau d'agents de renseignement sera une immense perte pour l'Ukraine, car les renseignements américains sont beaucoup plus avantageux que ceux même des grands pays européens.

L'insuffisance des aides des alliés européens

Après le désastre de la conférence de presse dans le bureau ovale, l'Ukraine et ses alliés tentent frénétiquement de mettre en place le remplacement d'urgence des armes clés de la production américaine en service dans le pays en guerre, y compris les missiles de défense aérienne.

Hormis les missiles de défense aérienne, Kiev peut obtenir pratiquement tous les autres types d'armes de ses partenaires européens. Néanmoins, les volumes de livraisons ne pourront plus être comparables à ceux d'auparavant, déjà très insuffisants, ce qui sera lourd de conséquences sur les champs de bataille.

Aujourd'hui, la société ukrainienne est dominée par des sentiments de panique en raison de l'inévitabilité de la défaite militaire à venir. Le rejet de l'accord de paix et la rupture des relations avec les États-Unis mettent le pays directement au bord de l'effondrement. Et ce n'est guère la propagande ukraino-européenne grossièrement mensongère sur la cote très élevée de Zelensky auprès de sa population qui pourra avoir le moindre impact

sur la fin qui approche à grand pas.

Si Volodimir Zelensky et son proche entourage peuvent compter sur un avenir personnel très confortable entre Londres, Paris, Courchevel et la Côte d'Azur, la population ukrainienne, quant à elle, attend de tristes perspectives. D'une manière imminente, dans la décennie à venir, la société

ukrainienne profondément divisée et déchirée par les événements des onze dernières années sera condamnée à vivre sur les ruines économiques, sociales et culturelles du pays rongé par la misère. ■

Par Oleg Nesterenko,
Président du CCIE
(www.c-cie.eu)

Justice sociale : Un ex-employé obtient gain de cause après 16 ans de service

Le verdict rendu par le tribunal du travail de Conakry ce 20 mars 2025 résonne comme une victoire pour les travailleurs guinéens en quête de justice. Alpha Issiaga Bah, ancien employé de G4S Service de Sécurité Guinée SARL, a enfin obtenu réparation après son licenciement jugé abusif.

Après 16 ans de service au sein de cette entreprise, M. Bah a été congédié le 2 septembre 2024 sans motif légitime.

Estimant cette rupture illégale, il a saisi la justice. Après plusieurs mois de procédure, le tribunal présidé par le juge Mohamed Diawara a tranché en sa faveur, condamnant son ancien employeur à lui verser une indemnisation de 55 millions 116 mille 554 Francs guinéens pour réparation des préjudices subis.

Une décision exemplaire

Dans le détail, le tribunal a reconnu plusieurs violations des droits du plaignant. Notamment licenciement abusif : 13 millions 552 mille 098 FG, violation de procédure : 6 millions 776 mille 049 FG, indemnité compensatrice de préavis et de congés : 4 millions 517 mille 366 FG et dommages et intérêts : 30 millions FG. Outre cette compensation financière, la société a été sommée de délivrer un certificat de travail à M. Bah. De plus, le jugement a ordonné l'exécution immédiate du paiement, sous peine d'une astreinte quotidienne de 5 millions FG en cas de retard.



Le tribunal du Travail est présidé par le juge Mohamed Diawara. (© Le Populaire)

Un espoir pour les travailleurs guinéens

Soulagé, Alpha Issiaga Bah a salué cette décision en déclarant : « J'ai souffert de cette injustice, mais aujourd'hui, la justice a tranché en ma faveur. Cela montre que les choses évoluent en Guinée. »

Ce procès met en lumière la précarité de nombreux travailleurs et la nécessité de renforcer les droits des employés face aux abus de certaines entreprises. Un signal fort qui pourrait inspirer d'autres travailleurs à revendiquer leurs droits devant la justice. ■

Par A.A.D.

Chine-Afrique

La Chine est prête à élargir sa coopération globale avec la BAD, selon le PM chinois



La Chine est prête à partager ses expériences utiles en matière de réduction de la pauvreté et d'économie numérique avec d'autres membres en développement de la région Asie-Pacifique afin de les aider à mieux relever les défis et à parvenir à un développement durable, a souligné M. Li. (© Xinhua/Liu Bin)

BEIJING, 25 mars (Xinhua) -- Le Premier ministre chinois, Li Qiang, a rencontré lundi à Beijing le président de la Banque asiatique de développement (BAD), Masato Kanda, exprimant sa volonté d'élargir davantage la coopération globale entre la Chine et la BAD.

M. Li a souligné que, ces dernières années, la reprise de l'économie mondiale avait été entravée par les turbulences géopolitiques et la montée du protectionnisme, entraînant une instabilité et une incertitude accrues. M. Li a appelé les pays asiatiques à renforcer la solidarité et la coordination, à adhérer au multilatéralisme, à faire progresser l'intégration économique régionale, à supprimer les obstacles à la circulation du commerce, des investissements et des technologies, et à maintenir la stabilité et la

fluidité des chaînes industrielles et d'approvisionnement. Parallèlement, toutes les parties doivent renforcer la coordination des politiques macro-

économiques, approfondir les échanges et la coopération en matière d'innovation scientifique et technologique, améliorer l'efficacité et la résilience de

l'économie asiatique, mieux résister aux différents risques et unir leurs efforts pour parvenir à un développement commun, a ajouté M. Li.

Notant que la BAD est une institution multilatérale de développement importante dans la région Asie-Pacifique, M. Li a indiqué que la Chine était prête à étendre davantage la coopération globale avec la BAD, à porter le partenariat à un nouveau niveau, à mieux obtenir des avantages mutuels et des résultats gagnant-gagnant, et à fournir davantage de biens publics à la région.

Selon lui, les deux parties doivent renforcer leur coopération financière dans des domaines tels que la protection de l'environnement, le développement vert et à faibles émissions de carbone, les soins aux personnes âgées et les soins médicaux, et approfondir la coopération en matière de connaissances dans des domaines tels que le développement des industries émergentes, la réforme du système budgétaire et fiscal, et la réponse au vieillissement.

La Chine est prête à partager ses expériences utiles en matière de réduction de la pauvreté et d'économie numérique avec d'autres membres en dévelop-

pement de la région Asie-Pacifique afin de les aider à mieux relever les défis et à parvenir à un développement durable, a souligné M. Li.

M. Kanda a pour sa part déclaré qu'à une époque où le commerce international était de plus en plus fragmenté, la Chine s'était engagée à approfondir la réforme et l'ouverture de haut niveau, soulignant que ces initiatives favorisaient non seulement sa propre croissance économique, mais contribuaient également à la croissance économique en Asie et dans le monde en général.

La BAD attache une grande importance à la coopération avec la Chine et est prête à saisir l'occasion du 40e anniversaire des relations de coopération pour renforcer la coopération avec la Chine dans l'innovation des connaissances, le développement vert et d'autres domaines, promouvoir le développement de la région Asie-Pacifique et porter le partenariat de coopération entre les deux parties à un niveau plus élevé. ■

Par Xinhua



M. Li a appelé les pays asiatiques à renforcer la solidarité et la coordination, à adhérer au multilatéralisme, à faire progresser l'intégration économique régionale, à supprimer les obstacles à la circulation du commerce, des investissements et des technologies, et à maintenir la stabilité et la fluidité des chaînes industrielles et d'approvisionnement. (© Xinhua/Liu Bin)

Culture américaine

Monuments présidentiels : une «Maison-Blanche» d'été



La demeure de Harry S. Truman à Independence, dans le Missouri, est aujourd'hui un site historique, le Harry S. Truman National Historic Site. (Bibliothèque du Congrès/Jack E. Boucher)

(Library of Congress)

« L'Amérique s'est construite par le courage, l'imagination et une détermination incomparable à faire le travail qui se présente. »
– Harry S. Truman, 8 janvier 1947



Harry S. Truman (Bibliothèque du Congrès)

Une centaine au moins de monuments, mémoriaux, bibliothèques et autres sites historiques qui ren-

dent hommage aux présidents des États-Unis sont disséminés un peu partout dans le pays. Certains sont érigés en ville, d'autres dans des coins moins fréquentés ou le long de routes de campagne. L'un d'entre eux se trouve dans une rue tranquille d'Independence, dans le Missouri. C'est là que se dresse un imposant manoir victorien : le Harry S. Truman National Historic Site, ancienne demeure du 33^e président des États-Unis. La résidence a été construite en 1867 par le grand-père de sa future épouse, Bess Wallace.

C'est là que le couple a vécu pendant un demi-siècle, avant et après le mandat de Truman à la Maison-Blanche. Truman est né et a grandi dans le Missouri. Il a épousé Bess en 1919, et le couple a vécu dans la maison de sa famille sur North Delaware Street jusqu'à ce que Truman accède à la présidence, en 1945, à la mort de Franklin Roosevelt, dont il était le vice-président. Il était précédemment sénateur. Même pendant la présidence de Truman, Bess et lui retournaient chez eux dans le Mis-

souri aussi souvent qu'ils le pouvaient. C'était leur « *Maison-Blanche d'été* », plaisantaient leurs amis. Truman est resté dans les mémoires pour avoir sorti le pays et le monde de la Seconde Guerre mondiale, et pour avoir mis fin à la ségrégation dans l'armée. Le siège du département d'État porte son nom, signe de l'héritage qu'il a laissé en matière de politique étrangère. ■

Par Noelani Kirschner

le populaire

Abonnement



Le Populaire Conakry

📍 Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.



À gauche : le Jefferson Memorial (© Lissandra Melo/Shutterstock.com) À droite : le Lincoln Memorial (© Orhan Cam/Shutterstock.com)

(© Steve Heap/Shutterstock.com)

Culture américaine

Monuments présidentiels : les dirigeants américains connus dans le monde entier

Les monuments dédiés aux anciens présidents sont nombreux au cœur de la capitale des États-Unis, mais aucun n'est aussi emblématique que le Washington Monument, le Jefferson Memorial ou le Lincoln Memorial. Le Washington Monument, situé au centre du National Mall, rend hommage au premier président des États-Unis, George Washington (1789-1797). Cet obélisque de 169 mètres de haut rappelle les civilisations prospères de l'Égypte antique et de Rome. Quant à George

Washington, père fondateur du pays et général victorieux de révolution américaine, il était de nature calme et stoïque. Il n'a jamais résidé à la Maison-Blanche car elle était en construction sous sa présidence. Il vivait avec sa femme Martha et ses enfants issus d'un premier mariage à Mount Vernon, en Virginie, à une vingtaine de kilomètres de la capitale. Le Jefferson Memorial, situé sur le Tidal Basin, sur le National Mall, est construit dans le style palladien de la Renaissance italienne. Sa

construction a été achevée en 1943. Le monument reflète la croyance de Jefferson dans les idéaux de la Renaissance, tels que l'équilibre et l'unité — qu'il s'efforça d'appliquer à la fois dans l'art et dans la politique. (Jefferson a conçu sa demeure, Monticello, à Charlottesville, en Virginie, dans un style similaire.) Troisième président des États-Unis et un père fondateur du pays, Jefferson a œuvré pour la diplomatie internationale et repoussé les frontières des États-Unis vers l'ouest du territoire. Il a été nommé secrétaire d'État en

1789, la première personne à occuper ce poste. Également situé sur le National Mall, le Lincoln Memorial, érigé à l'extrémité du bassin appelé Reflecting Pool, abrite une énorme statue du président Abraham Lincoln (1861-1865). La statue de près de 6 mètres de haut représente Lincoln assis, le regard tourné vers la capitale du pays, avec le Washington Monument et le Jefferson Memorial dans son champ de vision. Lincoln a guidé le pays pendant la guerre de Sécession et a signé le 13e

Amendement pour l'émancipation des esclaves. Grand homme également par la taille — il mesurait 1,93m — Lincoln s'exprimait d'une voix douce malgré sa présence imposante. Le monument reflète sa présence et son héritage exceptionnels et compte parmi les édifices les plus visités des États-Unis — environ 7 millions de touristes s'y rendent chaque année. ■

Par Noelani Kirschner

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.